

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (PAS ENCORE) !

INTERDIRE DE LICENCIER, C'EST POSSIBLE

Le compte à rebours est lancé : moins de deux mois avant l'arrêt total de la production, moins de 30 jours de travail pour celles et ceux qui viendront jusqu'au 1^{er} août. Et moins de 3 mois avant de recevoir nos lettres de licenciements ! Bon entre temps, il y aura ce que nous appellerons encore nos congés d'été, rallongés pour fêter l'évènement.

Voilà donc le programme des festivités tel qu'il est établi par Ford. Mais, car il y a un « mais », une partie de ce qui est inscrit dans le calendrier peut être remis en cause.

En effet, la décision des juges du TGI va tomber le mardi 2 juillet. Et que ce soit en faveur de la CGT-Ford ou en faveur de la multinationale, il y aura appel pour une dernière décision possible début septembre. Le suspens est là.

Si le jugement nous donne raison, Ford se verra interdire de fermer l'usine et de licencier. Evidemment cela changera la donne. L'effet direct sera que la direction ne pourra pas envoyer les notifications de licenciements.

DRÔLE D'AMBIANCE

L'usine était à moitié vide depuis des années, depuis la première tentative de départ de Ford. A son retour en 2011, l'espace total n'avait jamais été réoccupé par de nouvelles machines et secteurs de production.

Mais durant ces deux derniers mois, ce sont les salariés qui « dégagent » et à grande vitesse : près de 200 depuis le 1^{er} mai. Essentiellement des préretraité.e.s (224), une poignée de retraité.e.s (10), quelques licencié.e.s anticipé.e.s (31), d'autres en suspension de contrat (43) et voilà le résultat.

Tous les collègues dont les dossiers sont finalisés ne sont pas tous partis, une nouvelle vague de départ est prévue le 1^{er} juillet.

Dans ces conditions, maintenir une activité relève de l'exploit et même si c'est vrai, cela fait longtemps que nous ne produisons plus beaucoup. Certains secteurs tournaient plus qu'au ralenti et jeudi dernier, ce sont les « Presses » qui se sont arrêtées définitivement.

Une drôle d'ambiance donc, avec une impression de gâchis.

Nous sommes certains d'avoir raison en droit et raison d'agir ainsi. Mais il est vrai que nous ne sommes pas sûrs de gagner. Aussi il est normal de douter tant il y a d'enjeux et de conséquences. Mais nous espérons fortement que la justice tranchera en faveur de nos intérêts de salarié.e.s.

D'une part ce serait une grosse claque pour Ford qui paierait ainsi son arrogance, son mépris de la collectivité. Ce serait aussi un coup porté aux autres multinationales et autres entreprises qui se comportent comme Ford, qui font des profits, encaissent des subventions publiques et continuent de licencier, se moquant de tout le monde.

Ce serait énorme parce que pour une première fois, il serait rappelé qu'on ne fait pas tout ce qu'on veut dans la vie, même quand on est puissant et qu'on s'appelle Ford. Qu'il y a encore des droits sociaux, des protections sociales, qu'il y a le droit à l'emploi, sacré lui aussi.

Enorme enfin parce que ça montrerait que le refus de se plier et résister, ça peut payer.

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS



ACTONS ENCORE (31)

Le mouvement de contestation Gilet Jaune a perdu sa dynamique mais n'est pas fini. Ce samedi 15 juin, il y a toujours le rendez-vous de manifestation à 14 heures, place de la Bourse à Bordeaux. Nous y appelons.

TOUT LE MONDE SE DÉBINE... SAUF NOUS ?

Les collectivités locales avaient rédigé une lettre commune pour soutenir l'action en justice de la CGT-Ford. Pour nous c'était important de ne pas se retrouver complètement seuls. Parce que du côté de l'État, des pouvoirs publics en général c'est la dérobade.

Alors que tout le monde était d'accord pour dénoncer Ford, sa déloyauté, ses mensonges, sa trahison, une fermeture injustifiée, cela à coup de grandes déclarations et de coups de colère... voilà que quelques semaines plus tard, le président, le ministre, le délégué interministériel, les services de Bercy, tous ont manqué le rendez-vous du TGI.

Personne, même pas par l'intermédiaire du procureur de la république. L'État a jugé bon de s'abstenir, de nous laisser seuls nous confronter à Ford au tribunal. C'est évidemment injustifiable. Eux qui se plaignent de leur impuissance, du manque de moyens pour mettre la pression, voilà qu'ils zappent le moyen (le seul ?) de bloquer le plan de Ford.

Non ils n'avaient pas aqua-poney. Il leur manque juste d'être logiques et conséquents avec eux-mêmes, d'être responsables à l'égard des salariés et de la population, de mener la bataille jusqu'au bout comme ils l'avaient promis, comme ils le promettent d'ailleurs aux salariés de GE, Ascoval, Whirlpool et les autres...

Car nous leur avons pourtant proposé de mener l'action en justice avec leur appui, en collaborant, nous leur avons expliqué les enjeux et motivations, tout l'intérêt de défendre le droit social pour contraindre Ford à ne pas liquider l'usine.

Si nous gagnons sans eux, cela montrera clairement qu'ils ont eu tort et cela devrait les bousculer pour la suite. Mais si nous perdons, ils auront une grande part de responsabilité. Car même en dehors de l'action en justice, que font-ils, que négocient-ils avec Ford, quels sont leurs objectifs ? Sans aucune transparence de leur part, c'est forcément compliqué pour la suite.

Mais contrairement à eux, on s'accroche !

FORD FERME ENCORE

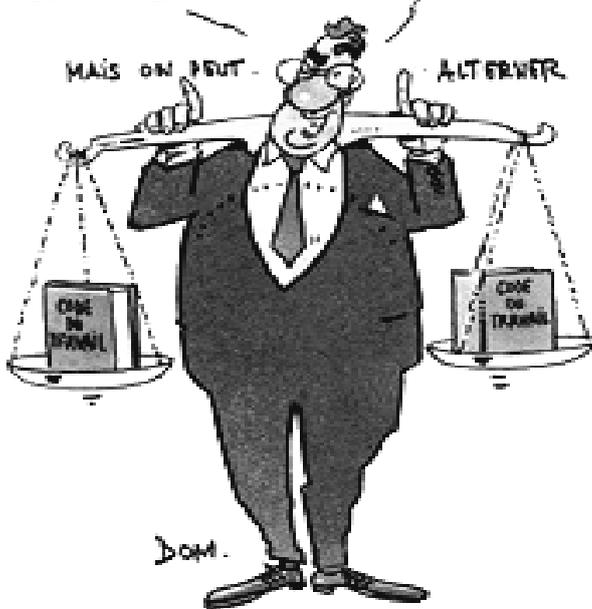
La série noire continue et les dégâts sont énormes. Cette fois c'est l'usine de moteur de Bridgend au Pays de Galles qui est condamnée à la fermeture : 1700 salarié.e.s directement menacé.e.s de perdre leur emploi, sans compter des milliers d'autres induits autour.

Cela fait un moment que Ford prépare son plan destructeur. Étape par étape, les annonces se succèdent, restructurations en Europe et dans le monde. Comme il y a 10 ans, Ford ferme, liquide, licencie avec l'argument de la crise permanente de l'automobile. C'est pratique, dès qu'il y a un souci (vrai ou inventé), c'est toujours aux salarié.e.s de payer, jamais aux actionnaires, jamais aux dirigeants qui se gavent quelque soit la période.

Ce qui reste surprenant et inquiétant, c'est l'absence de réaction des centrales syndicales. En Europe, pour parler de celles qu'on connaît un peu, les fermetures de Russie, de Blanquefort, de Bridgend, les menaces sur Cologne et Saarlouis, cela n'affole pas tant que ça, pas de réaction, pas de riposte. Alors que nous devrions défendre nos emplois, coûte que coûte, toutes et tous ensemble, par delà les frontières. A plusieurs milliers, nous pèserions évidemment beaucoup plus et ça nous redonnerait confiance.

LE RÉSUMÉ :
LE SALARIÉ
A DES DROITS
ET DES DEVOIRS

L'EMPLOYEUR
A DES DEVOIRS
ET DES DROITS



APPEL LANCÉ CONTRE LES LICENCIEMENTS... PARTOUT

Tant que l'usine n'est pas fermée, nous mèneront la bataille pour défendre nos emplois, avec les moyens du bord, avec les outils à notre disposition.

Le « nous » ça peut et même ça devrait englober les autres, les salarié.e.s des autres usines qui subissent fermeture et licenciements. Comme à Whirlpool, Ascoval, GE, Arjowings, ACC. Mais pas que dans les usines, du côté aussi de celles et ceux qui travaillent à Auchan ou Carrefour, Castorama.

Nous sommes convaincus qu'ensemble et unis, qu'en coordonnant nos luttes nous serions plus efficaces et plus forts. Il n'y

a pas que la solidarité entre travailleurs qui rend nécessaire d'agir ensemble, il y a tout simplement que quelque soit le secteur, industrie ou commerce par exemple, nous subissons les mêmes logiques de rentabilité, de compétitivité qui se traduisent par des licenciements.

Ce sont aussi les mêmes logiques de réduction des coûts qui provoquent la destruction des services publics et les suppressions d'emplois dans les hôpitaux, écoles, transport...

On a vraiment les mêmes intérêts à mener les batailles en commun. Pourtant il ne se passe rien.

Les équipes militantes sont prises dans leurs difficultés. Ce sont les confédérations, les fédérations syndicales qui devraient aider pour agir en ce sens. Or même à la CGT, rien n'est tenté, aucune initiative n'est prise pour construire la convergence.

A la CGT-Ford nous avons des liens avec des camarades et nous proposons à nouveau une rencontre pour une initiative commune contre les licenciements partout. Nous avons lancé un appel à nous retrouver rapidement pour discuter, préparer et agir ensemble. Pas facile de l'organiser mais c'est important.